

Les projets pour l'AFP à l'épreuve du Covid-19



« **Face à la crise** » : dans un message au personnel de l'AFP¹, puis dans une interview au journal Les Echos², le PDG Fabrice Fries a récemment tiré ses premières conclusions de « *l'impact économique et social sans précédent* » du Covid-19.

Résumons :

→ « *Notre santé est indexée sur celle de nos clients médias, confrontés notamment à l'écroulement du marché publicitaire et, s'agissant de la presse, à la fonte de ventes au numéro (...).* »

→ « *Il est certain que nous serons affectés* », même si nous bénéficions d'« *amortisseurs de crise* ». « *Nous avons donc la chance de ne pas être pris à la gorge* ».

→ « *On s'attend à des lendemains difficiles* », mais « *on est sur la bonne trajectoire* » et la direction « *reste confiante* »³.

Le PDG se veut donc rassurant. Même si, dans l'interview aux Echos, il prend ses précautions : « *Est-ce que notre plan volera en éclats sous l'effet de la crise ? L'interrogation est légitime (...).* »⁴

Des atouts fragilisés par le Plan de transformation

Quels sont ces « *deux amortisseurs de crise* » qui, selon M. Fries, permettent à l'AFP de résister ?

« *Le premier, et le plus important, c'est le caractère d'utilité publique que revêt notre production éditoriale* ». Pardi ! De notre côté, nous appelons cela **la mission d'intérêt général** (au singulier), telle qu'elle est définie à l'Article 2 du Statut de l'AFP, selon lequel l'Agence doit « *donner aux usagers français et étrangers, de façon régulière et sans interruption, une information exacte, impartiale et digne de confiance* ».

Rien d'étonnant donc, quand M. Fries constate que, grâce à la mobilisation de tous, « *nous sommes une composante essentielle des "plans de continuité" de nos clients médias : notre présence sur le terrain nous rend encore plus indispensable dans ce contexte inédit.* »

Reste à relever que les projets pilotés par le PDG - son **Plan de transformation** et le **Contrat d'Objectifs et de Moyens** (COM 2019-2023) - tendent à *fragiliser* la mission d'intérêt général de l'AFP, comme nous l'avons sans cesse souligné. Rappelons ici que le « Plan Fries » se traduit par 78 suppressions d'emplois et qu'il implique, de l'avis largement partagé, un *affaiblissement du texte*, et donc de *l'information* tout court.

« *Le second amortisseur, c'est notre modèle économique à dominante d'abonnements. Il nous protège à court terme et nous rend plus résilients que bien d'autres médias.* »

Tout à fait d'accord ! Sauf que, là aussi, toutes les stratégies mises en place depuis des années visent à développer la *vente à la pièce* et à proposer aux clients de l'AFP - même aux plus fortunés - des *abonnements taillés sur mesure* et trop souvent *au rabais*⁵.

Mensonges par omission et infox sur le rôle de l'État

Oubli ou omission intentionnelle ? Le PDG ne mentionne pas le troisième « *amortisseur de crise* » qui, pourtant, est essentiel : la **subvention publique** dont bénéficie l'AFP.

¹ Sauf mention particulière, les citations proviennent du « *Message de Fabrice Fries* », Intranet Aurore, 05-05-2020

² Interview de Fabrice Fries aux Echos, 13 mai 2020 - <http://u.afp.com/3Qut>

³ Interview aux Echos..., op. cit.

⁴ Ibid.

⁵ Voir notre analyse détaillée du Plan Fries, publiée en 2018 - <http://u.afp.com/ored>

En 2019, l'État a versé à l'Agence une subvention de 124,4 M€ (dont 11 M€ pour le Plan de transformation) ; il a également payé 20,5 M€ pour ses abonnements aux services de l'AFP. Quant au chiffre d'affaires commercial, il s'élevait à 167 M€ (-0,5%)⁶.

Rappel : Depuis 2015, la subvention publique est censée compenser le « surcoût » des *missions d'intérêt général (MIG, au pluriel)* de l'AFP, qui ont été calculées en commun accord avec la Commission européenne selon un modèle financier technocratique, très contestable.⁷ Bruxelles s'assure, via la commission financière de l'AFP, que le *taux de compensation* reste inférieur à 100% du « surcoût » des MIG, sinon cela fausserait la « libre concurrence » et constituerait une infraction aux Traités de l'Union européenne⁸.

Vu que le montant de la subvention publique est fixé par avance sur cinq ans, dans le *Contrat d'Objectifs et de Moyens*, cette aide constitue un *sacré facteur de stabilité*. D'autant plus que, depuis 2018, l'AFP bénéficie d'un *versement anticipé* de la contribution de l'État, ce qui permet d'adoucir les tensions sur la *trésorerie* en cas d'imprévus comme la crise du Covid-19.

M. Fries s'est bien gardé d'y voir un troisième « *amortisseur de crise* ». Pourquoi ? Peut-être parce que souligner ce rôle primordial du financement public est quelque peu gênant pour un PDG qui, au moment de sa désignation en 2018, déclarait clairement qu'il souhaitait « **ouvrir le dossier de la capitalisation de l'agence quand le plan de transformation sera suffisamment avancé** »⁹.

Sur ce point, qui vise la *diminution de la dépense publique en faveur de l'AFP* et, au final, sa *privatisation*, le PDG avance masqué depuis qu'il a été nommé. En effet, comme son prédécesseur Emmanuel Hoog, M. Fries évite soigneusement d'évoquer le *désengagement graduel* de l'État, en faisant même accroire le contraire. Ainsi, interrogé pour savoir si l'AFP allait bénéficier d'une aide exceptionnelle de l'État face à la crise du Covid-19, il a répondu : « *L'État a déjà augmenté son soutien à l'AFP l'an dernier pour l'aider à financer son plan de transformation. (...) On, ne table pas sur un coup de pouce supplémentaire. (...) J'ajoute que l'AFP n'a pas eu recours au chômage partiel sur son cœur de métier.* »¹⁰

Les *pigistes* de l'AFP, mis en activité partielle, apprécieront cette remarque délicate !¹¹

Quant à l'aide évoquée, elle permet de financer un plan dont le but final consiste à *diminuer les subventions publiques*, donc à affaiblir également ce troisième « *amortisseur* ». Pour s'en convaincre, il faut étudier le *Contrat d'Objectifs et de Moyens 2019-2023*, ce qui n'est pas chose facile, puisque ses signataires (PDG de l'AFP et gouvernement) *refusent de publier ce document*, en se cachant derrière le *secret des affaires* et la *confidentialité*.

Le nouveau COM, un coup dur pour l'AFP

Malgré ce *manque de transparence* - peu propice au contrôle démocratique de l'utilisation des deniers publics -, nous pouvons révéler ici qu'au cours des négociations sur le COM, le gouvernement a *durci* le plan initial du PDG, en *aggravant* les perspectives de l'AFP sur deux points :

1/ Le gouvernement a accentué la pression financière sur l'AFP

L'aide spécifique de 17 M€, versée en 2019 et 2020 au titre du Plan de transformation (dont 13 M€ non pas pour développer l'AFP, mais pour financer départs, suppressions d'emplois et délocalisations) était initialement envisagée comme un *rattrapage financier*. Ce dernier était justifié par le fait que l'État a sous-compensé le « coût » des missions d'intérêt général sur la période 2014-2018. Selon le nouveau COM, ces 17 M€ font désormais partie intégrante de la composition du coût des MIG sur la période 2019-2023.

En clair : alors que l'essentiel du Plan Fries devait être financé grâce à des versements publics *au titre du passé*, les 17 M€ accordés à l'AFP en 2019 et 2020 diminueront les aides

⁶ Communiqué de presse AFP, 29 avril 2020, <http://u.afp.com/3AZm>, Projet de budget 2020

⁷ Cf. « *Missions d'intérêt général de l'AFP et financements publics* » (04-04-2014) - <http://u.afp.com/3AJT>

⁸ SUD a dénoncé cette disposition, introduite en 2015 à l'Article 12 du Statut, comme « *mise sous tutelle* » de l'AFP

⁹ Fabrice Fries, « *AFP, 2018-2022 - changeons !* », p. 8, Action 10 - <http://u.afp.com/3Qv3>

¹⁰ Interview aux Echos..., op. cit.

¹¹ Cf. « *Activité partielle des pigistes : quand l'AFP donne le mauvais exemple* » (SUD) - <http://u.afp.com/3gx9>

exceptionnelles qu'elle pourrait être amenée à demander *aujourd'hui ou demain (d'ici à 2023)*. Si l'augmentation des recettes commerciales prévue n'est pas au rendez-vous, ces *choix politiques* se traduiront mécaniquement par *un nouveau plan d'économies* !

2/ Le COM gèle la compensation des MIG au niveau de 2018

En 2018, M. Fries affirmait que si le coût des MIG devait être *compensé à un taux constant de 95%*, cela supposerait que sans plan d'économies, la subvention publique devait augmenter à 128,8 M€ en 2023, contre 113,3 M€ en 2018.

Son plan prévoyait un *gel du montant de la subvention publique*, avec toutefois une réévaluation de *+0,6% par an pour tenir compte de l'inflation*. Or, comme l'ont relevé les élus SUD lors du CSE du 31 janvier 2020, cette modeste réévaluation est *supprimée* dans le nouveau COM : *la subvention publique est totalement gelée au niveau de 2018*¹².

Le tableau qui suit synthétise cette évolution. Il a été réalisé par SUD, sur la base des chiffres fournis par la direction lors de la présentation du Plan Fries le 18-10-2018 et du nouveau COM (Comité social et économique du 31-01-2020).

Compensation MIG en M€	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Cumul
Trajectoire sans plan d'économies*	113,3	113,3	120,8	121,1	125,8	128,8	
Plan Fries**	113,3	113,3	114,2	115,1	116,1	117,0	
COM 2019-2023***	113,3	113,3	113,3	113,3	113,3	113,3	
Économies Plan Fries		-	-6,6	-6,0	-9,7	-11,8	-34,1
Économies supplémentaires COM		-	-0,9	-1,8	-2,8	-3,7	-9,2
Économies totales (hors 17 M€ coût Plan Fries)							-43,3
* MIG compensée à 95%							
**MIG gelée, mais +0,6% (inflation)							
*** MIG gelé au niveau 2018, hors 17 M€ Plan Fries							

Résumé : hors *aide exceptionnelle Plan Fries*, l'AFP subira une *diminution de sa subvention publique de 43,3 M€ sur la période 2019-2023 (= moyenne annuelle de -8,7 M€)*.

La *gravité de ces mesures d'austérité* est dissimulée par le fait que la subvention exceptionnelle de 17 M€ destinée à financer ce *Plan de transformation* est versée sur 2019 et 2020. Ce qui permet donc au PDG et au gouvernement d'embellir la réalité, en affirmant que « *l'Agence a bénéficié d'un soutien accru de l'État* »¹³.

Quadrature du cercle

C'est dans ce contexte qu'est intervenue la crise du Covid-19, avec un *très probable impact négatif* sur la réalisation des objectifs commerciaux du Plan de transformation.

Une vieille histoire, en somme : depuis le premier Contrat d'Objectifs et de Moyens (COM 2003-2007), *les seuls objectifs régulièrement atteints sont ceux concernant la maîtrise, voire la réduction, de la masse salariale et des frais de fonctionnement*. Covid-19 ou pas, les objectifs commerciaux fixés n'ont *jamais* été pleinement réalisés.

Le Plan de transformation va-t-il faire exception ? Peu probable, d'autant qu'il ne suscite guère l'adhésion active du personnel, fatigué par la succession de plans d'économies, d'erreurs de gestion et de projets « *stratégiques* » peu concluants.

Cependant, M. Fries reste droit dans ses bottes, car missionné pour mener la *transformation* de l'AFP et au final abandonner sa mission d'intérêt général via la satisfaction d'intérêts particuliers : partenariats et arrangements avec Facebook et autres GAFAM, partage et privatisation de contenus, puis *ouverture du capital*. Gardant le cap, il propose au personnel de partager avec lui « *deux certitudes* » :

1/ « *Nous devons plus que jamais être au rendez-vous des économies prévues par le plan de transformation* » ;

2/ Nous devons « *rester conquérants* », donc nous positionner dans une *guerre économique* avec une concurrence qui dispose depuis toujours de plus de moyens

¹² Cf. PV du CSE du 31 janvier 2020, Intranet Aurore

¹³ Communiqué de presse AFP, 29 avril 2020, op. cit.

financiers que l'AFP, qu'il s'agisse des agences privées comme AP ou Reuters, ou étatiques comme l'agence nationale chinoise, très active sur le continent africain.

Ni crédible ni convaincant ! Qu'on le veuille ou non, défendre *sans financement public conséquent* le rang mondial de l'AFP, tout en évitant qu'elle ne passe « *sous le contrôle de droit ou de fait d'un groupement idéologique, politique ou économique* »¹⁴, relève depuis toujours de la **quadrature du cercle**.

Seuls les concepteurs du Statut de 1957 ont réussi cet exploit, qui nécessitait *volonté des décideurs politiques* (unanimité au Parlement !) et *combativité professionnelle* d'une équipe dirigeante menée par un journaliste et ancien résistant, Jean Marin¹⁵.

Aujourd'hui, *ce modèle est mis hors service*. Non pas par les *problèmes financiers de la presse* ou la *concurrence internationale* (qui existaient déjà en 1957), mais par les règles nocives de l'Europe du capital, qui *interdisent* les aides publiques aux *investissements* et *limitent* les subventions nécessaires au bon *fonctionnement* de l'Agence. De fait, l'AFP est victime des mêmes dogmes idéologiques et des mêmes choix politiques que l'hôpital public.

Le monde d'après ne devra pas ressembler à celui d'avant !



Plus jamais ça ! Partout, cette conviction gagne du terrain. Voir par exemple le *Plan de sortie de crise*, partagé par de nombreuses organisations, dont la CGT et SUD-Solidaires¹⁶. La catastrophe sanitaire, écologique, économique et sociale requiert une remise en question profonde des politiques qui l'ont provoquée. C'est également vrai dans le secteur des médias, malade de sa financiarisation.

→ **Comment garantir au monde entier le droit à une information complète, pluraliste et la plus objective possible ?**

→ **L'AFP peut-elle encore y contribuer de façon décisive ? Aura-t-elle les moyens de défendre son rang mondial ?**

Ces questions sont de nouveau posées ; elles ne doivent être tranchées ni seulement dans les bureaux de l'AFP, ni dans ceux des technocrates de Bruxelles ou Bercy. Car elles sont **un enjeu de société !** Elles nécessitent **un large débat** sur un sujet plus global : **la réappropriation démocratique des médias**, « *pour que l'information, trop longtemps confisquée par les pouvoirs, devienne enfin un bien commun et non une marchandise* » (Déclaration unitaire, cosignée par SUD-AFP).¹⁷

Dans l'immédiat, SUD appelle le personnel de l'AFP et ses élus à s'opposer aux logiques comptables qui nous imposent austérité et sacrifices sans fin. De même, il faut plus que jamais s'interroger sur les conséquences du Plan de transformation, notamment la réforme de la rédaction, le Plan image, le partenariat avec Facebook...

Alors que le gouvernement distribue des milliards aux groupes pollueurs qui licencient et délocalisent, nous attendons du PDG qu'il s'engage en faveur des nécessaires *aides publiques aux médias d'information* - y compris à l'AFP et aux projets indépendants-, plutôt que de demander au personnel - permanent ou précaire - toujours plus d'économies !

Paris, le 8 juin 2020

SUD-AFP (Solidaires-Unitaires-Démocratiques)

Sud
AGENCE FRANCE PRESSE

¹⁴ Article 2 du Statut de 1957, miné par les modifications décidées en 2014/2015 – Cf. <http://u.afp.com/3AZW>

¹⁵ Cf. : Jean Marin, « *Une contribution de la France à la liberté de l'information* » - <http://u.afp.com/3PU4>

¹⁶ https://france.attac.org/IMG/pdf/le_plan_de_sortie_de_crise.pdf

¹⁷ « *Pour une réappropriation démocratique des médias* », février 2019 - <http://u.afp.com/JwVf>